

ECA - CEA



**ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**Allocution prononcée
par
Madame Lalla Ben Barka
Secrétaire exécutif adjoint
Commission économique pour l'Afrique**

**Conférence sous-régionale de suivi du
Sommet Mondial sur le développement social pour
l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale
Ouagadougou, 28 – 30 septembre 1999**

**Monsieur le Premier Ministre du Burkina Faso,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Chefs des Institutions
Excellences Mesdames Messieurs les Représentants du
Corps Diplomatique
Mesdames, Messieurs les Représentants de la Société
Civile,
Chers Collègues des Nations Unies ,
Honorables Délégués
Mesdames, Messieurs,**

C'est un grand honneur et un privilège pour moi de prendre la parole devant cette auguste assemblée, au nom de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma profonde gratitude à Son Excellence M. Ouédraogo Kadre Désiré, Premier ministre du Burkina Faso, qui a bien voulu accepter, malgré son emploi du temps très chargé, de présider l'ouverture de la Conférence de suivi du Sommet mondial sur le développement social. Monsieur le Premier Ministre, nous vous sommes particulièrement reconnaissants d'avoir accepté d'abriter cette Conférence

et votre présence ici aujourd'hui témoigne de l'intérêt que le gouvernement du Burkina Faso et vous-même portez au développement du continent et à la solidarité entre nos peuples.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier les organisateurs sœurs des Nations Unies le PNUD, le BIT et l'UNICEF pour leur soutien et leur collaboration dans la préparation et la tenue de cette Conférence.

Comme vous le savez, le Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en mars 1995 a réuni les représentants de 115 pays, dont 35 chefs d'Etats et de gouvernement africains. Quinze parmi ceux-ci venaient des sous-régions Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, sous-régions qui vont débattre de questions du développement social pendant les trois prochains jours. A Copenhague les engagements pris sont consignés dans la Déclaration et Programme d'action dont les axes principaux sont la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois et le renforcement du tissu social. Les gouvernements ont été invités à intégrer ces engagements dans leur plan de développement national.

La convocation de cette Conférence sous l'égide de la CEA répond aux recommandations de l'Assemblée générale des Nations Unies et vise à faire le bilan des progrès accomplis sur le continent. Deux conférences sous-régionales ont été déjà tenues en mars 1999 à Nairobi pour l'Afrique de l'Est et australe et à Marrakech pour l'Afrique du Nord. Nous espérons atteindre les mêmes objectifs au cours de la conférence de Ouagadougou pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

Monsieur le Premier Ministre,

La situation de l'Afrique a été spécialement prise en compte dans la Déclaration de Copenhague. En effet l'engagement 7 stipule clairement que les dirigeants politiques du monde s'engagent à accélérer le développement économique, social et humain de l'Afrique et dans l'engagement 9, les dirigeants « s'engagent à accroître sensiblement et à utiliser plus efficacement les ressources affectées au développement social, en vue d'atteindre les objectifs du Sommet grâce à une action nationale et à la coopération régionale et internationale ».

En adoptant donc le Programme d'action, nos dirigeants se sont engagés à :

- **Elaborer et mettre en œuvre des politiques visant à encourager et mobiliser les ressources intérieures pour financer les programmes sociaux;**
- **Améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises aux moyens de production ; il faut signaler ici que dans ce cadre, l'accès des femmes au crédit et aux autres moyens est une condition clé du développement social ;**
- **Assurer la transparence et la responsabilité administrative dans l'utilisation de ressources publiques; et**
- **Donner la priorité à l'amélioration des services sociaux de base.**

Nos dirigeants ont également insisté sur la nécessité d'impliquer et de renforcer la société civile dans la mise en oeuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action . Nous reconnaissons tous qu'une société civile

forte est indispensable à l'édification de pays stables, démocrates et dont le développement est soutenu. C'est pourquoi les représentants d'associations nationales et locales, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, des syndicats de travailleurs, des institutions de recherche et des médias ont été invitées à cette Conférence.

Monsieur le Premier Ministre, 4 ans après Copenhague, nous devons procéder à une évaluation de la situation de nos pays dans ces domaines énoncés plus haut et cela sans aucune complaisance.

De façon générale, on peut dire que les indicateurs macro-économiques sont positifs. En effet le PIB, en Afrique, a progressé de manière régulière passant de 2,9% en 1997 à 3,3% en 1999. Le Rapport économique de la CEA publié récemment indique que pour nos deux sous-régions la croissance économique a été de 3,6% pour l'Afrique de l'Ouest et 4,9% pour l'Afrique centrale. Cette croissance et ces indicateurs macro-économiques ont bien entendu nécessité la mise en place de réformes économiques et sociales profondes souvent bien difficiles pour nos dirigeants et nos populations. Cependant cette croissance est souvent minée par les conflits dans notre

continent où on compte des troubles civils dans 35 pays avec ce que cela comporte comme souffrances humaines, dégâts matériels et dégradation du tissu social. La croissance est aussi freinée par la pandémie du VIH/SIDA. Cette pandémie, vous conviendrez avec moi, ne doit plus être considérée comme une simple question de santé mais aussi de plus en plus comme une question de développement. En mai dernier lors de la Conférence des ministres des finances, de l'économie et du plan de la CEA tenue à Addis-Abeba cette question a été reconnue comme une question de développement et devra désormais être traitée en conséquence.

Excellences,

Mesdames, Messieurs

Si les indicateurs macro-économiques semblent positifs et optimistes, ils ne sont malheureusement pas traduits en termes réels au niveau de nos populations. En effet, dans nos deux sous-régions, la pauvreté s'est non seulement étendue mais semble également s'être intensifiée. Nos travaux de recherche révèlent que la pauvreté sur le continent touche désormais plus de 50% de la population, en particulier dans les pays du Sahel. Les revenus moyens ont augmenté de manière générale, mais

la pauvreté induite par les disparités de revenu s'est également accentuée et la dislocation causée par les troubles sociaux aggrave la misère. Pour faire face à ce phénomène de paupérisation, il faudra associer des actions frontales visant à multiplier les débouchés économiques permettant aux pauvres de gagner un revenu décent, à développer les services sociaux et à assurer la stabilité sociale et politique.

Il est donc important de développer le capital humain en facilitant l'accès de la majorité aux soins de base et à l'éducation. Or, on constate que les dépenses affectées à la santé, à l'éducation et à l'emploi n'ont pas été à la hauteur des demandes de ces secteurs et les inégalités croissent dans nos pays. Il faudra de plus en plus se pencher sur la question de l'investissement et des dépenses pour les secteurs sociaux mais il faudra examiner aussi la question de la distribution des revenus. Nous ne pourrons pas continuer à parler de croissance économique avec seulement des indicateurs macro économiques mais s'assurer aussi que cette croissance profite à la majorité de nos populations.

Excellences,

Mesdames, messieurs,

La situation de l'emploi dans nos sous-régions est encore alarmante. Si les données qui y sont relatives sont souvent non disponibles ou, dans certains cas peu fiables, certains indices montrent que les taux de chômage augmentent alors que la structure de l'emploi n'évolue que très lentement. La plupart des emplois créés au cours des années 90 dans les deux sous-régions l'ont surtout été dans le secteur rural et dans le secteur informel urbain. Selon les estimations du BIT, sur 100 emplois créés entre 1990 et 1995, l'agriculture en a compté 50, le secteur informel urbain 40, et le secteur formel 10. Cette tendance a continué dans la seconde moitié de la décennie.

Par contre, il est réconfortant de signaler qu'un changement s'opère progressivement en faveur de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises du secteur privé. Cela est dû en partie à la privatisation de certaines entités publiques. Mais nous devons être attentifs dans ce secteur car si la privatisation a comme premier objectif une production plus efficace, elle doit aussi viser à créer des emplois pour une jeunesse formée,